

Demande de renégociation britannique

Source: CVCE. European Navigator. Etienne Deschamps.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/demande_de_renegociation_britannique-fr-e13a68a7-a6af-4c17-9577-0of1aed86dcd.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



Demande de renégociation britannique

La victoire du Parti travailliste aux élections générales en Grande-Bretagne, en février 1974, fait naître des inquiétudes parmi les membres fondateurs de la Communauté économique européenne (CEE). Le travailliste Harold Wilson avait lui-même sollicité l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE en 1967, lorsqu'il était Premier ministre. Passé dans l'opposition en 1970, il critique sévèrement les compromis acceptés par son successeur, le conservateur Edward Heath, au moment de la ratification du traité d'adhésion en 1972.

En février 1974, Wilson revient au pouvoir. Il remet immédiatement en question les conditions d'adhésion britannique à la CEE. Son ministre des Affaires étrangères, James Callaghan, réclame dès sa première intervention au Conseil des ministres, le 1er avril 1974, une renégociation fondamentale des conditions fixées par les traités d'adhésion négociés par les responsables conservateurs.

Le nouveau gouvernement britannique ne remet certes pas en question le principe même de l'adhésion britannique, mais il espère quand même obtenir des améliorations et des modifications favorisant le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté. Il veut notamment obtenir le prolongement des mesures préférentielles consenties pendant la période transitoire et destinées à permettre l'entrée du sucre antillais et du beurre néo-zélandais en Grande-Bretagne.

En outre, les Anglais exigent l'allègement de leur participation financière et la reconduction des subventions directes, les *deficiency payments*, aux paysans des régions les plus défavorisées. Acculé par l'aile gauche de son parti, Harold Wilson doit finalement accepter un référendum sur le principe de l'adhésion britannique à la CEE après une renégociation des termes de l'adhésion.

Les partenaires de la Grande-Bretagne, malgré les réticences françaises, se montrent alors prêts à accorder certaines concessions à la Grande-Bretagne pour éviter une victoire des adversaires de l'Europe jugée dommageable à l'ensemble du processus d'unification. Au sommet de Paris des 9 et 10 décembre 1974, Wilson obtient satisfaction dans la création d'un fonds européen de développement régional, dont l'Angleterre est largement bénéficiaire, et dans la perspective d'obtenir un mécanisme de correction pour la contribution budgétaire britannique. Ce dernier point est d'ailleurs avalisé lors du Conseil européen tenu à Dublin les 10 et 11 mars 1975.

Le gouvernement Wilson, qui recommande à ses concitoyens d'approuver les résultats de la renégociation, publie le 27 mars 1975 un nouveau Livre blanc plaidant pour un maintien du Royaume-Uni dans la Communauté. Une intense campagne d'opinion s'engage alors qui oppose des mouvements tels que *Britain in Europe* (BIE), qui milite en faveur du maintien dans la CEE au *National Referendum Campaign* (NRC) qui entretient au contraire la nostalgie de l'Empire. Les partisans de l'unification européenne réussissent à convaincre une majorité d'Anglais à approuver par 67,2 % le maintien du pays dans la CEE lors du référendum national organisé le 5 juin 1975.

En 1978, le gouvernement travailliste de Callaghan proteste une nouvelle fois contre le montant de la contribution britannique qu'il juge toujours trop élevé. L'attitude frileuse de la Grande-Bretagne à l'égard des questions européennes renforce d'autant l'efficacité du couple franco-allemand.